

3 avril : mobilisation générale pour les retraites...

Le Gouvernement a clairement abattu ses cartes. Il prépare, avec sa réforme des retraites, le plus grave recul social que les personnels des trois Fonctions Publiques aient connu depuis la mise en place du statut général des fonctionnaires en 1946.

Le but du jeu pour le gouvernement est bien sûr de faire baisser les pensions versées. Au-delà, il veut s'attaquer au Code des Pensions. Les menaces sont réelles de calculer le montant des pensions, non plus sur les 6 derniers mois d'activité, mais sur les 10 dernières années.

Le gouvernement espère profiter de sa réforme, pour faire passer des mesures « techniques » qui remettraient en cause le mode de calcul lors de départ en retraite sans la totalité des annuités (application d'un abattement pénalisant) et certains avantages familiaux, notamment les bonifications pour enfant.

L'allongement de la durée de cotisation à 40 ans n'est qu'un premier pas, vers des durées de cotisation pour tous, privé comme public, à 42 voire, comme le souhaite le MEDEF, à 45 ans.

MM Fillon et Delevoye voudraient nous faire croire que ces réformes sont prises pour rétablir l'équité Privé/Public. Or, ce sont eux qui se refusent à la rétablir en refusant de revenir sur les mesures Balladur de 1993.

37,5 annuités pour tous, c'est possible, matériellement et financièrement. C'est un choix de société. C'est pour cela que le 3 Avril nous serons mobilisés – tous ensemble – public & privé.

Haro sur les fonctionnaires : au delà des retraites, les annonces de Francis Mer, confortées par Chirac, ont démontré la volonté idéologique de supprimer des milliers d'emplois de fonctionnaires. Après avoir réduit le budget de la quasi-totalité des ministères, c'est à l'emploi que le gouvernement s'attaque. Toutes les administrations subissent des réformes dont la trame est à terme de casser les services publics. Côté pile, le gouvernement s'annonce proche des citoyens ; côté face, sa politique ne vise qu'à détruire les services publics.

... et pour dénoncer le chantier de démolition de la recherche publique !

Dans les EPST, nous connaissons les conséquences de la politique de déclin de la Recherche Publique menée par le gouvernement Raffarin, déjà amorcée en 2002 par le gouvernement Jospin :

- côté personnel, après la diminution du potentiel de travail opérée en 2002 du fait de la mise en place d'une RTT sans aucune création d'emplois compensatoires, on a assisté en 2003 à une inquiétante mesure de précarisation structurelle des emplois de chercheurs : d'un côté le gouvernement supprime au budget 150 emplois de chercheurs statutaires (dont 137 au CNRS), et de l'autre il autorise l'embauche de 400 « post-docs », c'est-à-dire des chercheurs en CDD de 10 à 18 mois...(dont le financement est partiellement à la charge des organismes !) ; la revalorisation de 5,5 % de l'allocation de recherche (bourse de thèse du Ministère) qui était prévue sur le budget 2003 est remise à plus tard !

- côté moyens des laboratoires, ce sont des coupes claires dans les crédits d'investissement inscrits au budget 2003 (voté il y a seulement 3 mois !) qui sont programmées, par vagues successives : décisions d'annulations prises dans le décret du 14 mars (20 % des AP annulés sont des crédits Recherche), deuxième vague d'annulations prévue en mai-juin (avec une Loi de Finances Rectificative à la clé), et d'autres gels encore prévus au second semestre... Au total, ce sont 30 % des crédits des EPST inscrits en AP (Autorisations de Programme) au budget 2003 qui devraient être gelés ou annulés d'ici la fin de l'année ! Et, cerise sur le gâteau, le gouvernement a déjà annoncé que c'est ce budget 2003 ainsi revu à la baisse qui servira de base à la préparation du budget 2004 !

<http://sud.recherche.free.fr/>



adhérent à l'Union Syndicale
G10 - SOLIDAIRES